

Mercredi 21 septembre 2016

Les Départements asphyxiés

Les élus disent stop

à l'irresponsabilité du Gouvernement

François Durouvray (Essonne; Président de l'association), Jean-Jacques Barbaux (Seine-et-Marne), Arnaud Bazin (Val-d'Oise) et Pierre Bédier (Yvelines), unis au sein de l'association Grande Couronne Capitale, sont descendus dans la rue, aux côtés de leurs élus, pour manifester leur colère face aux baisses drastiques des dotations de l'Etat.

Le point de rdv a été donné devant l'Assemblée Nationale et **a réuni près de 400 élus** pour dire leur ras le bol face à la disparition des moyens d'action des Départements et le désengagement de l'Etat.

- ⇒ Les Présidents ont sollicité une audience avec le Premier ministre qui n'a pas considéré sérieusement leur demande puisqu'il a mandaté un collaborateur pour les recevoir. Proposition qu'ils donc ont déclinée.

Le Gouvernement décide de faire peser la dette de l'Etat sur les collectivités qui se retrouvent plus que jamais dans une impasse financière qui pénalise l'offre et la qualité de services proposées aux Français. Les collectivités locales, au premier rang desquelles les Départements, sont désormais asphyxiées et certaines ont fait le choix, pour la première fois, d'augmenter leur part de taxe foncière, seul impôt dont ils ont la maîtrise, malgré des efforts rigoureux de gestion, l'adaptation de certaines politiques ou encore le contrôle strict des dépenses de solidarité.

Couper les ressources tout en maintenant l'obligation de dépenses (RSA, Allocation personnalisée d'autonomie, Prestation de compensation du handicap), voilà l'équation à laquelle les départements doivent, brutalement, faire face.

Le compte n'y est pas !

Les 4 Présidents interpellent de nouveau un Gouvernement sourd car il démolit tous les échelons de la solidarité nationale et invente le concept de « sous-fiscalisation » et de sanction qui va avec.

Cette action de mobilisation s'inscrit dans la démarche conduite par l'ADF (Association des Départements de France) durant la semaine pour alerter l'opinion publique et être enfin entendu par Manuel Valls et François Hollande.

« Depuis 2012, le gouvernement n'a de cesse de supprimer les départements. Comme il n'a pas de majorité pour modifier la Constitution, il choisit de les étrangler financièrement. Mais ce sont les départements qui portent la solidarité nationale pour les handicapés, les personnes âgées et les

mineurs isolés. Le gouvernement joue avec le feu et ce sont les plus fragiles qui vont payer les pots cassés ».

François Durouvray, Président de l'Essonne et de l'association Grande Couronne Capitale

« Nous sommes parvenus à une croisée des chemins où le "toujours plus" imposé par l'État aux départements se heurte au "toujours moins" de dotations affectées à ces derniers. Cette croisée des chemins, c'est celle qui nous conduira à réduire ou supprimer des services rendus à la population. A assurer moins de proximité, moins d'équité entre les territoires, moins de solidarité avec les plus fragiles. C'est un pas en arrière que nous n'assumerons pas ».

Jean-Jacques Barboux, Président de la Seine-et-Marne

« Dans le Val d'Oise, c'est 72 millions d'euros de dotations de l'Etat en moins l'année prochaine. Et en même temps, nos dépenses sociales explosent comme la courbe du chômage. La politique désastreuse du Gouvernement met en péril des milliers d'emplois dans les PME et TPE de nos territoires, et fragilise la solidarité, notre cœur de compétence. Nous avons pris nos responsabilités en faisant 70 millions d'euros d'économie par an. Je demande la suspension des baisses de dotations pour qu'on puisse faire face à l'explosion des dépenses sociales et qu'on réfléchisse enfin à la juste répartition de ces dépenses à la charge de l'Etat ».

Arnaud Bazin, Président du Val-d'Oise

« J'attends de l'État qu'il soit un meilleur gestionnaire des deniers publics, au lieu de faire porter aux collectivités territoriales le poids de la dette de la France.

J'attends de l'Etat qu'il engage une politique économique créatrice de richesses et d'emplois pour diminuer le nombre de bénéficiaires du RSA à la charge de l'Institution départementale.

J'attends de l'Etat qu'il cesse de ponctionner par des systèmes de péréquation, honteux, les Départements vertueux, comme le nôtre, au bénéfice des paniers percés ».

Pierre Bédier, Président des Yvelines

Contacts presse :

Essonne : Shauna Grew – 06 77 01 89 92 - sgrew@cq91.fr

Seine et marne : Benjamin Guillien - 01.64.14.72.88 - benjamin.guillien@departement77.fr

Val d'Oise : Guillaume Tessier - 01 34 25 34 14 - guillaume.tessier@valdoise.fr

Yvelines : Alexia Borrás - 06.65.72.86.35 - aborras@yvelines.fr